

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2011

déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 16 octobre 2012
sous le numéro D.12-0302-A01

Eléments financiers au 30 juin 2012

Le présent document ("Actualisation du Document de Référence 2011") a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 16 octobre 2012 conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 6 avril 2012 sous le numéro D.12-0302 (le "Document de Référence 2011"). Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Des exemplaires de l'Actualisation du Document de Référence 2011 sont disponibles sans frais auprès du Crédit Coopératif, 12 boulevard Pesaro - CS10002 - 92024 Nanterre, sur son site internet (<http://www.credit-cooperatif.coop/informations-financieres/information-reglementee/>) ainsi que sur celui de l'AMF (www.amf-france.org). Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

SOMMAIRE

I - Rapport d'activité au 30 juin 2012	page 3
II - Comptes consolidés du Groupe Crédit Coopératif au 30 juin 2012	page 11
III - Extraits des comptes sociaux au 30 juin 2012	page 34
IV - Rapport des Commissaires aux Comptes	page 39
V - Informations complémentaires	page 40
VI - Table de concordance	page 41
VII - Personne responsable de l'Actualisation du Document de Référence et du contrôle des comptes	page 42

I - Rapport d'activité au 30 juin 2012

1. EVOLUTION COMMERCIALE

Au premier semestre 2012, dans la continuité de l'année 2011, l'activité commerciale du groupe a progressé de façon très dynamique sur l'ensemble des compartiments de la collecte bilantielle (+7.0%) et des emplois (+13,6%).

La croissance de la collecte est plus contrastée qu'en 2011. L'épargne connaît une très forte progression (+30,2%), en amélioration sur le taux déjà élevé constaté en 2011, tandis que les dépôts à vue et à terme enregistrent un ralentissement. Les dépôts à vue conservent cependant un taux de croissance soutenue : +7,2%, alors que les dépôts à terme sont en repli (-10%). Les encours d'OPCVM sont orientés à la baisse depuis juin 2009. Le premier semestre 2012 est marqué par une amélioration, qui, sans inverser complètement la tendance, permet de ramener la décreue à -5,1% contre -11,4% au premier semestre 2011. Au total, la collecte progresse de 1,2% alors qu'elle avait été stable au premier semestre 2011.

Au contraire des dépôts, les emplois connaissent une évolution homogène, en forte augmentation. Les crédits à moyen et long terme ont maintenu un taux de croissance élevé, +13,8%, en relation avec une production qui s'accroît toujours (+14,4%). La tendance pour les concours court terme, positive en 2011 (+4%), s'améliore nettement (+12%), sous l'impulsion des comptes débiteurs (+14,8%) qui augmentent chaque mois depuis le début de l'année. Le portefeuille (+10,2%) bénéficie au premier semestre de l'excellente performance de la fin d'année 2011.

Les engagements par signature retrouvent un taux de progression significatif (+6,5%) comme en 2010, après une année de stabilité.

2. EVOLUTION DES MARCHES FINANCIERS

Le premier semestre 2012 a été marqué par une situation financière complexe, aux conséquences économiques très négatives dans de nombreux pays d'Europe.

Même si on assiste à un ralentissement dans la plupart des grandes zones économiques (Chine, Inde, Brésil), y compris aux Etats-Unis, où, heureusement, l'immobilier semble enfin donner quelques signes de léger mieux et où les résultats des entreprises publiés ces derniers jours sont plutôt bons, les niveaux de croissance restent honorables en dehors de l'Europe.

De fait, l'ensemble mondial hors zone euro continue finalement de croître à un rythme important, entre 4% et 4.5%, les dernières prévisions de Consensus Forecasts retenant une croissance aux Etats-Unis en 2012 et 2013 respectivement de 2.2% et 2.1%.

En Allemagne, particulièrement sensible aux commandes étrangères, les indicateurs avancés de conjoncture sont en repli. L'IFO a ainsi baissé au niveau 103.3 qui marque néanmoins une expansion toujours raisonnable. En revanche, les pays d'Europe du Sud paient leur politique d'austérité sévère et sont tous retombés en récession. Ils entraînent ainsi toute la zone euro vers la stagnation. Ainsi, en France, la croissance est-elle nulle sur les trois derniers trimestres (du 4^{ème} trimestre 2011 au deuxième trimestre 2012). Ceci complique l'équation budgétaire du pays, qui doit aussi réduire son déficit extérieur. De fait Consensus Forecasts retient pour l'Allemagne une croissance 2012 et 2013 de 0.9% et 1.2% alors que les chiffres de la France sont respectivement de 0.1% et 0.5%.

Pour les pays du Sud de l'Europe les plus atteints par la crise, il est de plus en plus évident qu'ils ne peuvent s'en sortir seuls. Le coût de leur effondrement serait immense. Les dernières prévisions de Consensus Forecasts retiennent une croissance 2013 en Italie et en Espagne respectivement de -0.5% et -1.4% après une très mauvaise année 2012 (-2.1% pour le premier pays et - 1.7% pour le second). Ils devraient donc pouvoir trouver de l'aide, ce qui coûtera également très cher, notamment à l'Allemagne dont la notation AAA vient, sans doute pour cette raison, d'être placée sous surveillance négative. La France, quant à elle subit à la fois le risque des garanties qu'elle pourrait être amenée, aux côtés de l'Allemagne, à apporter aux pays d'Europe du Sud, et une grave perte de compétitivité, qui se traduit par

l'augmentation régulière du déficit extérieur, à laquelle il va bien falloir trouver une solution. Elle dispose néanmoins encore d'une confiance raisonnable auprès des investisseurs qui lui permette de se refinancer à des taux très bas. On voit donc toute la difficulté du contexte économique pour la zone euro d'abord, mais aussi pour les pays occidentaux dans leur ensemble.

Une solution tentée actuellement par les dirigeants européens passe par la prise de mesures politiques d'aide. Elle semble s'articuler sur les principes suivants :

- Le maintien d'un minimum de croissance pour éviter le cercle vicieux décrit ci-dessus. Le déblocage de 120 Mds€ a été évoqué à cet effet.
- L'adoption de mesures structurelles de compétitivité et de bonne gestion, pour retrouver les équilibres et éviter que les aides ne soient que des palliatifs temporaires comme on l'a vu pour la Grèce. L'Allemagne y tient particulièrement.
- L'intervention de la banque centrale européenne pour faire baisser des taux d'intérêt excessifs.
- La coordination entre banques centrales pour éviter les « guerres de change »

Les mécanismes d'intervention reposeraient essentiellement sur les différents fonds (FESF et MES) déjà annoncés.

Ainsi, les marchés paraissent-ils reprendre confiance. Dans la zone euro, les taux d'intérêt de court terme devraient rester bas sur un horizon prévisible de 18 mois au moins. Les niveaux actuels de l'Eonia et de l'Euribor 3 mois sont 0.10% et de 0.31%. L'évolution des taux longs est plus aléatoire, le niveau artificiellement bas actuellement atteint par les taux français ne pouvant s'expliquer que par une défiance qu'on ne peut imaginer permanente vis-à-vis des pays du Sud de l'Europe. Après avoir vu un plus bas à 2.05% les OAT 10 ans se trouvent actuellement à 2.12%.

Ces conditions financières attractives risquent toutefois de ne pas suffire à stimuler les investissements et la croissance. L'évolution des indicateurs ou du contexte d'activité de secteurs de clientèle importants du Groupe Crédit Coopératif tels que le bâtiment, la distribution, les organismes d'intérêt général devrait en effet conduire à une grande prudence.

3. ANALYSE DES COMPTES SEMESTRIELS

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Coopératif est identique à celui du 30 juin 2011.

C'est le Crédit Coopératif et ses filiales qui sont à l'origine de l'essentiel des résultats du groupe et leur évolution fait donc l'objet d'une analyse détaillée, à laquelle sont consacrés les commentaires qui suivent.

Le **Produit Net Bancaire** (211,8 M€ au 30 Juin 2012) enregistre la même progression qu'au premier semestre 2011 (+ 6,2 %), l'essentiel de l'amélioration trouvant sa source dans le dynamisme commercial.

La croissance du PNB courant n'est cependant pas aussi rapide que celle de l'activité. La marge d'intérêts est en effet pénalisée par la stabilité du taux du livret A, qui fait référence pour l'ensemble des livrets d'épargne et maintient le coût des ressources à un niveau élevé, alors que tous les autres taux, sur lesquels sont indexés la majorité des emplois, notamment à court terme, sont orientés à la baisse. Cette évolution divergente se traduit par une érosion du taux de marge global, alors même que la marge commerciale des opérations de crédit (écart entre le taux client et l'index de référence) se maintient.

Les commissions progressent plus rapidement qu'au premier semestre 2011. Les perceptions encaissées au titre de la gestion pour compte de tiers sont pratiquement stables, alors qu'elles étaient en recul l'année dernière du fait de la forte baisse des encours ; par ailleurs les commissions bancaires continuent de croître au même rythme que le PNB.

Au premier semestre 2012 les produits hors exploitation courante bénéficient du remboursement de l'amende infligée aux banques par l'autorité de la concurrence en 2010 au titre des commissions interbancaires sur image-chèque (2,1 M€).

Les **Charges de Personnel** s'élèvent à 89,6 M€ contre 85,9 M€ au 30 Juin 2011, soit un accroissement de 4,3 %, un peu plus faible que prévu.

Les **Autres Frais de Gestion**, 65,9 M€ (y compris les dotations aux amortissements) contre 62,2 M€ en 2011, connaissent une progression de 6,0 %, très légèrement supérieure à l'objectif budgétaire du fait de la réalisation de l'intégralité de la campagne de notoriété au premier semestre, au moment des Assemblées Générales Régionales du Crédit Coopératif et de façon concomitante avec le lancement de l'e-agence.

Au total les **Frais Généraux** s'élèvent à 155,5 M€, contre 148,1 M€ en 2011, soit une croissance de 5 %. Cette augmentation relativement importante reste cependant moins rapide que la progression du PNB, permettant une amélioration du coefficient d'exploitation de 74,2 % à 73,4 %. Elle témoigne de l'ambition du Groupe Crédit Coopératif, soucieux, malgré un environnement difficile, de continuer à se doter des moyens nécessaires à la poursuite de son développement au service de ses clientèles.

En définitive, le **Résultat Brut d'Exploitation** s'élève à 56,4 M€, en progression de près de 9,5 %.

Après une année de baisse, le coût du risque s'accroît pour atteindre 24,7 M€ mais demeure toutefois très en deçà du niveau atteint au 30 juin 2010 (32,3M€).

Par ailleurs cette année le Crédit Coopératif ne bénéficie pas, comme en 2011, d'un produit exceptionnel de 1,5 M€ au titre de l'écart positif existant entre le prix d'acquisition de la CADEC et la valorisation de la situation nette de cette participation.

Après impôts et déduction des intérêts minoritaires, le **Résultat Net**, part du Groupe s'établit au final à 19,8 M€ contre 25,1 M€ au 30 Juin 2011.

4. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE 2^{ème} SEMESTRE 2012

a) Risques de crédit

Le coût du risque au premier semestre 2012 s'est accru par rapport au premier semestre 2011 du fait de l'évolution défavorable de la conjoncture économique depuis le début de l'année mais aussi du fait, qu'au premier semestre 2011, certaines entreprises lourdement touchées par la première vague de crise de fin 2008 à fin 2009 ont pu redresser leur situation financière permettant des reprises de provisions.

Dans ce contexte, le second semestre 2012 devrait connaître une tendance à l'alourdissement du risque de crédit par rapport au second semestre 2011 qui avait bénéficié du même phénomène de reprises de provisions qu'au premier semestre 2011.

Une vigilance particulière est déployée dans le suivi des risques de crédit notamment par la redéfinition de limites, l'exploitation des bases de défauts internes et des informations collectées auprès des réseaux BPCE.

De même, la politique de risque accompagne les orientations en matière de développement des emplois dans différents secteurs d'activité.

b) Risques de marché

Exposition aux risques de marché

Les expositions aux risques de marché se sont toutes réduites depuis le début de 2012 :

- certaines limites ont été abaissées en début d'année (sur l'exposition au risque de change en particulier), et toutes les limites fixées ont été strictement respectées tout au long du premier semestre 2012,
- les portefeuilles obligataires ne font pas l'objet de renouvellements quand des titres arrivent à échéance,
- certaines lignes d'emprunts d'état français du portefeuille d'investissement, qui avaient été achetées il y a plusieurs années dans le cadre de la gestion globale du risque de taux, sont arrivées à échéance en avril 2012; elles n'ont encore été remplacées du fait de la persistance des incertitudes relatives au risque souverain ; elles devraient l'être cependant dans le futur pour reconstituer la réserve de titres d'état qui deviendra nécessaire lors de l'entrée en vigueur de la réglementation dite Bâle 3 (coefficient LCR portant sur la liquidité).

Le portefeuille de transaction du Crédit Coopératif reste très faible (inférieur à 2 M€ en moyenne sur le premier semestre).

L'exposition moyenne sur le risque actions est également très limitée (1.5 M€) sur le premier semestre 2012 comme c'était déjà le cas en 2011 (moins de 2 M€). L'exposition moyenne à la gestion alternative en équivalent volatilité 4% est de 25 M€, en baisse depuis la vente d'un des OPCVM alternatif détenu (cette exposition était encore de 40M€ à fin 2011).

Si l'on exclut les refinancements aux filiales et associés ainsi que les placements auprès de BPCE des autres établissements bancaires du groupe BPCE, ainsi qu'à la Banque de France, l'exposition du Crédit Coopératif à fin juin 2012 sur les établissements bancaires se limite à un montant de 65 M€, contre 237 M€ à fin juin 2011 ; sur ces 65 M€, 35 M€ concernent des établissements bancaires situés en dehors de la France, (dont aucun en Espagne et un seul en Italie pour 7.25 M€ d'obligations subordonnées émises par la Banca Etica).

Plus globalement le Crédit Coopératif n'a pas d'exposition sur la Grèce et des expositions toujours très limitées sur l'Espagne et l'Italie, que ce soit d'ailleurs en direct ou à travers les OPCVM qu'il détient.

Positionnement en matière de risques globaux de gestion de bilan

Les limites d'exposition aux risques fixées au sein du Groupe BPCE ont été largement respectées, avec en particulier une exposition au risque de taux qui reste très en deçà des limites, quel que soit l'indicateur considéré.

Risque de taux

Des opérations de gestion active du bilan ont été menées au premier semestre pour, selon le cas, réduire ou contenir l'exposition du groupe à une évolution adverse des taux :

- 100 M€ de swaps de taux CMS10 contre euribor 3 mois, à 2 ans, pour réduire l'exposition au risque d'aplatissement de la courbe des taux,
- 300 M€ de swaps inflation à deux ans pour contenir l'exposition au risque de hausse de l'inflation qui se traduirait par une augmentation du taux servi aux livrets, augmentation qui serait insuffisamment compensée par celle des intérêts reçus au titre des prêts indexés sur le taux du livret A du fait de la forte croissance constatée des encours sur livrets.

Liquidité

Sur le plan du risque de liquidité, la situation reste bonne également mais apparait cependant plus tendue qu'en 2011 au vu de certains des indicateurs suivis :

- à fin juin le montant des ressources à plus d'un an couvre au moins 95% de l'actif à plus d'un an : ce niveau de couverture, qui se vérifie également sur les 9 années suivantes, reste sensiblement supérieur à la limite fixée de 85 % mais il est néanmoins en baisse par rapport au niveau minimal de 99% constaté fin juin 2011,
- le coefficient emplois/ressources clientèle, qui était de 108% à fin décembre 2011, est en légère hausse à fin juin 2012 à 114%,
- enfin si l'ensemble des établissements du Groupe Crédit Coopératif a présenté au premier semestre 2011 un coefficient de liquidité supérieur à la limite réglementaire de 100%, ce coefficient est à fin juin 2012 parfois plus bas que ce qu'il était un an plus tôt ; plus précisément, l'établissement Crédit Coopératif, garant de la liquidité du groupe Crédit Coopératif, qui présentait au 30/06/2011 un coefficient égal à 129% a un coefficient sensiblement plus faible de 104.8 % à fin juin 2012.

En ce qui concerne ce dernier ratio, il faut cependant noter :

- une interprétation plus stricte du règlement qui fait désormais prendre en compte dans le calcul du ratio tous les engagements de refinancement en faveur des filiales et associés, même ceux qui ne pourraient pas encore venir réduire le ratio de l'associé concerné en cas de convention de refinancement non encore validée par l'ACP,

- qu'en cette période qui reste qualifiée de « période de stress de liquidité » un ratio proche de 105 % est considéré comme suffisant par l'organe central; la BPCE souhaite en effet que les excédents de liquidité disponibles puissent lui être remontés chaque mois pour être utilisés au mieux au sein du groupe.

c) Risques Opérationnels

Les risques opérationnels comprennent, selon les textes officiels, les risques résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs, y compris les événements de faible probabilité d'occurrence, mais à risque de perte élevée. Ils incluent les risques de fraude interne et externe. Au titre du calcul des exigences de fonds propres, le Groupe BPCE applique, pour le moment, la méthode standard Bâle 2.

Dans le cadre de la réglementation prudentielle Bâle 2, le Crédit Coopératif a mis en place, progressivement depuis 2005, un dispositif de gestion des risques opérationnels.

Le risque opérationnel est inhérent à toute activité de l'établissement. Sa mesure et sa maîtrise relèvent directement de la responsabilité de chaque métier qui assure la déclaration des incidents, l'identification et l'évaluation des risques ainsi que leur couverture. Cette gestion, suivie par chaque hiérarchie, est naturellement intégrée à leur programme de contrôle permanent. Le pilotage est assuré par une équipe dédiée, au sein de la Direction des Risques opérationnels, de la conformité et des contrôles. Elle s'appuie sur les Directions opérationnelles et leurs correspondants de contrôle permanent, au plus proche des métiers et de la connaissance des processus.

Le dispositif est ensuite supervisé par la Direction Générale, via le Comité des Risques faitier et le Comité Risques Opérationnels et Risques de non-Conformité.

Le système de mesure et de surveillance se fonde sur une méthodologie commune aux établissements du Groupe BPCE. BPCE a livré une nouvelle version de l'outil de gestion des risques opérationnels, PARO, en avril 2012 permettant le lancement de la campagne annuelle de cartographie ; cette version intègre un référentiel des risques actualisé et des évolutions méthodologiques de cotation du dispositif de maîtrise des risques.

Le programme de déploiement de la fonctionnalité incidents de PARO se poursuit. Des formations ou réunions de suivi périodiques se tiennent avec les unités opérationnelles déclarantes. Cette décentralisation s'inscrit dans la conduite du changement et de déploiement diffusée par BPCE. Tous les incidents, quelle que soit la nature de leurs impacts (perte, manque à gagner, risque d'image ...) sont ainsi déclarés, dès leur connaissance, et évalués au fil de l'eau.

Lutte anti-blanchiment et terrorisme (LAB /LAT)

En matière de lutte anti-blanchiment et du financement du terrorisme, et du traitement des fraudes, une cellule est dédiée à ces seuls aspects (LAB /FT). Au cours du premier semestre 2012, elle a poursuivi l'adaptation du système de surveillance aux typologies de risques de la clientèle et a développé les fonctionnalités de ses outils pour accroître la pertinence de ses analyses.

Le dispositif de surveillance repose sur deux niveaux :

- les agences qui gèrent la connaissance des clients ;
- l'équipe du siège qui s'assure de la qualité des contrôles réalisés en agence, analyse les doutes et les déclare éventuellement à TRACFIN.

Une politique définit l'articulation du dispositif LAB / FT et précise la responsabilité des métiers, en matière de formation, d'actualisation et de la diffusion des procédures, de surveillance des opérations et de leur éventuelle déclaration auprès de TRACFIN. Ce dispositif répond à l'ensemble de la réglementation. Il est rappelé régulièrement aux collaborateurs dans le cadre de formations.

Un chantier de mise à jour des dossiers règlementaires des clients est en cours. Il est organisé selon des priorités qui dépendent d'un niveau de risque LAB /FT attribué à chacun des clients. Ce chantier fait l'objet d'un suivi rapproché. Il implique l'ensemble des agences.

Le nombre de déclarations auprès de TRACFIN est stable par rapport à l'année dernière.

Plan de Continuité d'Activité (PCA)

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe Crédit Coopératif n'a subi aucun sinistre nécessitant l'activation de son Plan de Continuité d'Activité et la mobilisation de ses Cellules de Crise.

Les principaux événements intervenus lors de ce premier semestre 2012 ont concerné essentiellement les processus de pilotage du PCA.

Le cadre de référence commun à toutes les entreprises du Groupe BPCE, a été complété d'un référentiel de règles de Bonne Pratique de Continuité d'Activité Groupe qui précise le niveau d'ambition auquel le Groupe Crédit Coopératif devra se conformer.

En complément, un nouveau plan de contrôles permanents visant à établir le niveau de conformité du Groupe Crédit Coopératif à ces nouvelles règles de Bonne Pratique a été élaboré et sera mis en œuvre au cours du second semestre 2012.

Par ailleurs, afin de parfaire le processus de gestion d'alerte et de crise en vigueur, un projet a été initié pour formaliser un dispositif d'alerte global et cohérent et permettre ainsi d'activer, de la manière la plus efficace, le dispositif de crise prévu dans le cadre du PCA du Crédit Coopératif.

Pour le second semestre 2012, les principales actions prévues concerneront la mise en œuvre d'exercices visant à valider différentes composantes du PCA du Crédit Coopératif dans le cadre de son maintien en condition opérationnelle. En particulier, il est prévu de mettre en exécution, de manière planifiée, le PCA du Crédit Coopératif pour sa composante « indisponibilité durable des locaux du siège », et ce, dans le cadre de la sécurisation des opérations de déménagement de son siège social.

Ainsi, les 06, 07 et 08 septembre 2012, les locaux actuels du siège du Crédit Coopératif seront fermés et plus d'une centaine de collaborateurs, opérant des activités essentielles critiques et de criticité moyenne, se verront repliés sur le site de repli PCA pour mettre en œuvre leurs procédures de continuité.

Cet exercice réel sera complété d'un exercice de secours informatique et téléphonique, planifié début décembre, visant, quant à lui, à valider l'efficacité des solutions mises en place dans le cadre de la composante « indisponibilité du Système d'Information » du PCA.

Sécurité des Systèmes d'Information (SSI)

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe Crédit Coopératif n'a connu aucun incident notable mettant en jeu la sécurité des SI.

Au 1^{er} semestre 2012, les postes de travail du siège ont été renouvelés avec le passage à Windows 7 et à Internet Explorer 8 ; en même temps, la sécurité des accès aux postes de travail et aux applications a été renforcée par la mise en place d'un nouvel outil de gestion et d'authentification par badge.

Les infrastructures du nouveau siège (wi-fi, téléphonie, multimédia) ont été préparées conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information Groupe BPCE (PSSI-G), en vue du déménagement en septembre 2012.

Les tests de vulnérabilité des sites internet du Groupe Crédit Coopératif réalisés au 1^{er} semestre, incluant le nouveau site pour les particuliers, ont évalué un bon niveau de sécurité global.

Au 2^{ème} semestre 2012, la sécurité des systèmes d'information sera améliorée par l'aboutissement des projets suivants : nouveau système d'habilitation aux transactions bancaires, optimisation du système de sauvegarde et d'archivage des données bancaires, installation de sondes de détection d'intrusion, gestion de certificats pour l'authentification des ordinateurs portables et smartphones fournis aux collaborateurs.

La conformité à la PSSI Groupe BPCE sera renforcée par les actions suivantes : mise en place de l'architecture de cloisonnement des environnements pour des applications pilotes, intégration systématique de la SSI dès l'étude

préalable des projets, préparation d'un e-learning généraliste de sensibilisation à la SSI pour mise en œuvre au 1^{er} semestre 2013, actualisation de la classification des actifs informatiques.

Le référentiel de la PSSI sera révisé au niveau du Groupe BPCE, notamment par ajout d'une thématique « sécurité des datacenters » et réécriture de la thématique « authentification des clients pour les opérations de banque à distance et de paiement en ligne ».

Les tests de sécurité du SI seront étendus : outre les tests d'intrusion sur les sites internet, des audits de sécurité seront réalisés sur les ordinateurs portables et sur la wi-fi installée au nouveau siège.

d) Risques de non-conformité

Le suivi des risques de non-conformité est assuré par des équipes constituées à cet effet, composantes de la Direction des Risques Opérationnels, de la Conformité et des Contrôles. A ce titre, elles mènent à la fois des actions de prévention et de contrôle, en toute indépendance des lignes métiers commerciales, financières et de production. Les deux fonctions réglementaires sont exercées sous la responsabilité de son Directeur qui est :

- le Directeur de la Conformité, qui répond du respect des obligations vis-à-vis de l'Autorité de Contrôle Prudentiel ;
- le Responsable de la Conformité pour les Services d'Investissement, qui répond du respect des obligations vis-à-vis de l'AMF.

Les actions portent sur la maîtrise du risque de non-conformité, défini comme «le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation qui naît du non-respect des dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de natures législative ou réglementaire, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions de l'organe exécutif prises notamment en application des orientations de l'organe délibérant». L'Equipe de Conformité participe au maintien opérationnel des normes internes (règlement intérieur, code de déontologie).

Le périmètre d'intervention de la Conformité s'étend à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires régissant les activités bancaires et financières, à la loi Informatique et Liberté, et à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la fraude, ainsi qu'aux politiques définies par la Direction Générale.

Les actions de prévention se traduisent notamment par la mise en place d'un dispositif de la veille réglementaire, l'émission d'avis préalable à la décision de mise en marché des nouveaux produits, le suivi des dispositifs de gestion des conflits d'intérêts, le déploiement d'un plan annuel de formation réglementaire et de sensibilisation des collaborateurs entrants. En outre, une procédure d'alerte déontologique permettant la centralisation des dysfonctionnements relevés dans l'application des lois, règlements, normes professionnelles et codes de déontologie, a été maintenue opérationnelle. Aucune alerte n'a été transmise au premier semestre 2012.

Les actions de surveillance se traduisent par la mise à jour d'une cartographie des risques et par des contrôles réguliers. Dans la pratique, la Conformité veille à la cohérence et à l'efficacité des contrôles de conformité des différentes activités (unités du siège et réseau) par délégation des contrôles auprès du dispositif de contrôle permanent. Celui-ci s'appuie sur une unité dédiée au sein de la Direction des Risques Opérationnels, de la Conformité et des Contrôles dénommée « Contrôle Siège et Agences », constituée d'une équipe de contrôleurs pour les agences du réseau et en lien fonctionnel avec les correspondants de contrôle interne dans les lignes métiers du siège. Concernant les contrôles liés au respect des normes déontologiques, compte tenu de leur sensibilité, ils sont effectués en direct par l'Equipe Conformité.

Pour l'année 2012, la Conformité participe au chantier FATCA, à celui sur la réforme de l'intermédiation et poursuit ses travaux sur la mise en œuvre des normes professionnelles.

5. LES PERSPECTIVES

L'évolution de la conjoncture économique, qui laisse présager un ralentissement très sensible de la croissance, appelle à la prudence concernant tout exercice de projections sur la fin de l'année.

Compte tenu des très belles performances commerciales engrangées ou en cours à ce jour, alors que plus de la moitié de l'année s'est d'ores et déjà écoulée, les perspectives en termes d'activité devraient rester satisfaisantes pour l'ensemble de l'exercice 2012.

Pour autant il est à craindre que l'érosion de la rentabilité de ces opérations ne se poursuive, dans la mesure où le retour à une hiérarchie des taux plus normale ne semble pas se dessiner dans un proche avenir.

Par ailleurs l'évolution des frais généraux sera marquée au second semestre 2012 par des charges exceptionnelles, anticipées pour certaines telles que les surcoûts liés au ré-aménagement des services centraux dans l'immeuble du siège entièrement rénové, ou subies comme le doublement de la taxe systémique bancaire actée en début d'été.

Enfin dans ce contexte économique peu porteur, il est difficile de déterminer quel niveau de progression atteindra le coût du risque, la seule certitude étant qu'il sera en forte augmentation par rapport à 2011.

Compte tenu de tous ces éléments, il ne peut être envisagé qu'une accentuation de la tendance à la contraction du résultat du groupe, qui était déjà attendue lors de l'élaboration du budget 2012.

II – Comptes consolidés du Groupe Crédit Coopératif au 30 juin 2012

1 - Bilan consolidé

ACTIF

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Caisse, Banques Centrales		66 925	168 044
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	4.1.1	64 906	45 436
Instruments dérivés de couverture		29 318	24 456
Actifs financiers disponibles à la vente	4.2	860 373	1 202 055
Prêts et créances sur établissements de crédit	4.4.1	1 054 604	1 186 949
Prêts et créances sur la clientèle	4.4.2	10 856 175	10 023 207
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4.5	571 025	752 705
Actifs d'impôts courants		4 443	13 278
Actifs d'impôts différés		16 504	17 093
Comptes de régularisation et actifs divers		411 278	274 565
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participation aux bénéfices différée			
Participations dans les entreprises mises en équivalence		42 432	42 480
Immeubles de placement		13 375	16 542
Immobilisations corporelles		180 682	166 794
Immobilisations incorporelles		23 814	20 985
Ecarts d'acquisition	4.7	5 587	5 551
Total de l'actif		14 201 441	13 960 139

PASSIF

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1.2	65 301	47 022
Instruments dérivés de couverture		29 974	22 467
Dettes envers les établissements de crédit	4.8.1	1 638 006	1 246 885
Dettes envers la clientèle	4.8.2	7 413 318	7 139 762
Dettes représentées par un titre	4.9	2 941 795	3 464 081
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôts courants		5 513	23 795
Passifs d'impôts différés		10 890	10 509
Comptes de régularisation et passifs divers		449 489	380 596
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions	4.10	33 843	31 915
Dettes subordonnées	4.11	159 535	206 708
Capitaux propres		1 453 777	1 386 398
Capitaux propres part du groupe		1 282 960	1 222 878
Capital et réserves liées		1 050 374	989 746
Réserves consolidées		197 524	167 869
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		15 290	14 088
Résultat de l'exercice		19 772	51 175
Intérêts minoritaires		170 817	163 520
Total du passif		14 201 441	13 960 139

2 - Compte de résultat consolidé

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Intérêts et produits assimilés	5.1	258 833	223 327
Intérêts et charges assimilées	5.1	(104 690)	(87 723)
Commissions (produits)	5.2	83 866	85 444
Commissions (charges)	5.2	(28 829)	(34 032)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.3	(10)	228
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	5.4	1 390	2 265
Produits des autres activités	5.5	8 309	15 547
Charges des autres activités	5.5	(7 052)	(5 521)
Produit net bancaire		211 817	199 535
Charges générales d'exploitation	5.6	(147 396)	(140 210)
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(8 068)	(7 843)
Résultat brut d'exploitation		56 353	51 482
Coût du risque	5.7	(24 739)	(14 446)
Résultat d'exploitation		31 614	37 036
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	5.8	1 317	966
Gains ou pertes sur autres actifs		(1)	(12)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		0	1 499
Résultat avant impôts		32 930	39 489
Impôts sur le résultat	5.9	(10 584)	(12 295)
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
Résultat net		22 346	27 194
Résultat net part du groupe		19 772	25 112
Intérêts minoritaires		2 574	2 082

3 - Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Résultat net		22 346	27 194
Ecarts de conversion		279	(16)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		3 062	607
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>		3 062	607
<i>Variations de valeur de la période rapportée au résultat</i>		0	0
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture		(1 563)	357
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>		(855)	1 061
<i>Variations de valeur de la période rapportée au résultat</i>		(708)	(704)
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies			
Quote part de gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		(30)	41
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>		(30)	41
<i>Variations de valeur de la période rapportée au résultat</i>			0
Impôts		(121)	(108)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)		1 627	881
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		23 973	28 075
Part du groupe		20 973	25 831
Intérêts minoritaires		3 000	2 244

4 - Tableau de variation des capitaux propres

Tableau de variation des capitaux propres
Groupe Crédit Coopératif

<i>en milliers d'euros</i>	Capital et réserves liées		Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Réserves		Réserves de conversion	Variation de juste valeur des instruments					
					Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture				
Capitaux propres au 31 décembre 2010	635 222	291 128	152 019	(465)	38 156	3 291	36 309	1 155 660	148 302	1 303 962
Affectation du résultat de l'exercice 2010		3 098	33 211				(36 309)	0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2011	635 222	294 226	185 230	(465)	38 156	3 291	0	1 155 660	148 302	1 303 962
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires										
Augmentation de capital et effet des acquisitions / cessions sur les intérêts								0	12 344	12 344
Reclassement								0		0
Composante en capitaux propres des plans de paiements sur base d'action								0		0
Distribution			(16 513)					(16 513)	(166)	(16 679)
Effet des fusions								0		0
Effet des participations croisées des filiales et établissements associés sur la mère	60 296		871					61 167		61 167
Sous-total	60 296		(15 642)	0	0	0	0	44 654	12 179	56 833
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				(518)	(26 328)	(173)		(27 019)	(1 171)	(28 190)
Autres variations										
Résultat							51 175	51 175	4 210	55 385
Autres variations (1)			(1 719)		127			(1 592)		(1 592)
Sous-total	0	0	(1 719)	(518)	(26 201)	(173)	51 175	49 583	4 210	53 793
Capitaux propres au 31 décembre 2011	695 520	294 226	167 869	(983)	11 955	3 117	51 175	1 222 878	163 520	1 386 398
Affectation du résultat de l'exercice 2011		3 195	47 980				(51 175)	0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2012	695 520	297 421	215 849	(983)	11 955	3 117	0	1 222 878	163 520	1 386 398
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires										
Augmentation de capital et effet des acquisitions / cessions sur les intérêts	62 500							62 500	4 515	67 015
Reclassement								0		0
Composante en capitaux propres des plans de paiements sur base d'action								0		0
Distribution			(18 034)					(18 034)	(285)	(18 319)
Effet des fusions								0		0
Effet des participations croisées des filiales et établissements associés sur la mère	(5 066)		(443)					(5 509)		(5 509)
Sous-total	57 434		(18 477)	0	0	0	0	38 957	4 230	43 187
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				279	2 038	(1 025)		1 293	441	1 734
Autres variations										
Résultat							19 772	19 772	2 574	22 346
Autres variations	(3)		151		(98)			50	51	101
Sous-total	(3)	0	151	279	1 940	(1 025)	19 772	19 822	2 625	22 447
Capitaux propres au 30 juin 2012	752 951	297 421	197 523	(704)	13 895	2 093	19 772	1 282 949	170 817	1 453 765

(1) réguil 2010, élimination de la participation "SAS sociétariat CC/BP" sur Crédit Coopératif à 98,23% (au prorata de la part d'ICP)

5 - Tableau des flux de trésorerie

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Résultat avant impôts	32 929	39 487
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	8 068	7 843
Dépréciation des écarts d'acquisition	313	(740)
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations	19 929	(2 726)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(1 317)	(966)
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	(1 509)	(876)
Produits/charges des activités de financement		
Autres mouvements	30 729	(140)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	56 213	2 395
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	127 183	381 390
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(585 677)	(499 330)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	(341 875)	579 408
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	(71 959)	111 559
Impôts versés	(21 017)	(14 974)
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(893 345)	558 053
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	(804 203)	599 935
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	519 264	(852 322)
Flux liés aux immeubles de placement	2 833	1 602
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(23 618)	(20 722)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	498 479	(871 442)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	40 323	19 643
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(227 389)	148 299
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	(187 066)	167 942
Effet de la variation des taux de change (D)	(123)	0
Flux nets de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	(492 913)	(103 565)
Caisse et banques centrales	168 035	220 623
Caisse et banques centrales (actif)	168 035	220 623
Banques centrales (passif)	0	0
Opérations à vue avec les établissements de crédit	659 367	180 073
Comptes ordinaires débiteurs (1)	253 265	206 302
Comptes et prêts à vue	500 000	165 000
Comptes créditeurs à vue	(93 898)	(191 229)
Opérations de pension à vue		
Trésorerie à l'ouverture	827 402	400 696
Caisse et banques centrales	66 924	48 113
Caisse et banques centrales (actif)	66 924	48 113
Banques centrales (passif)		
Opérations à vue avec les établissements de crédit	267 565	249 018
Comptes ordinaires débiteurs (1)	54 018	403 260
Comptes et prêts à vue	345 000	70 000
Comptes créditeurs à vue	(131 453)	(224 242)
Opérations de pension à vue		
Trésorerie à la clôture	334 489	297 131
Variation de la trésorerie nette	(492 913)	(103 565)

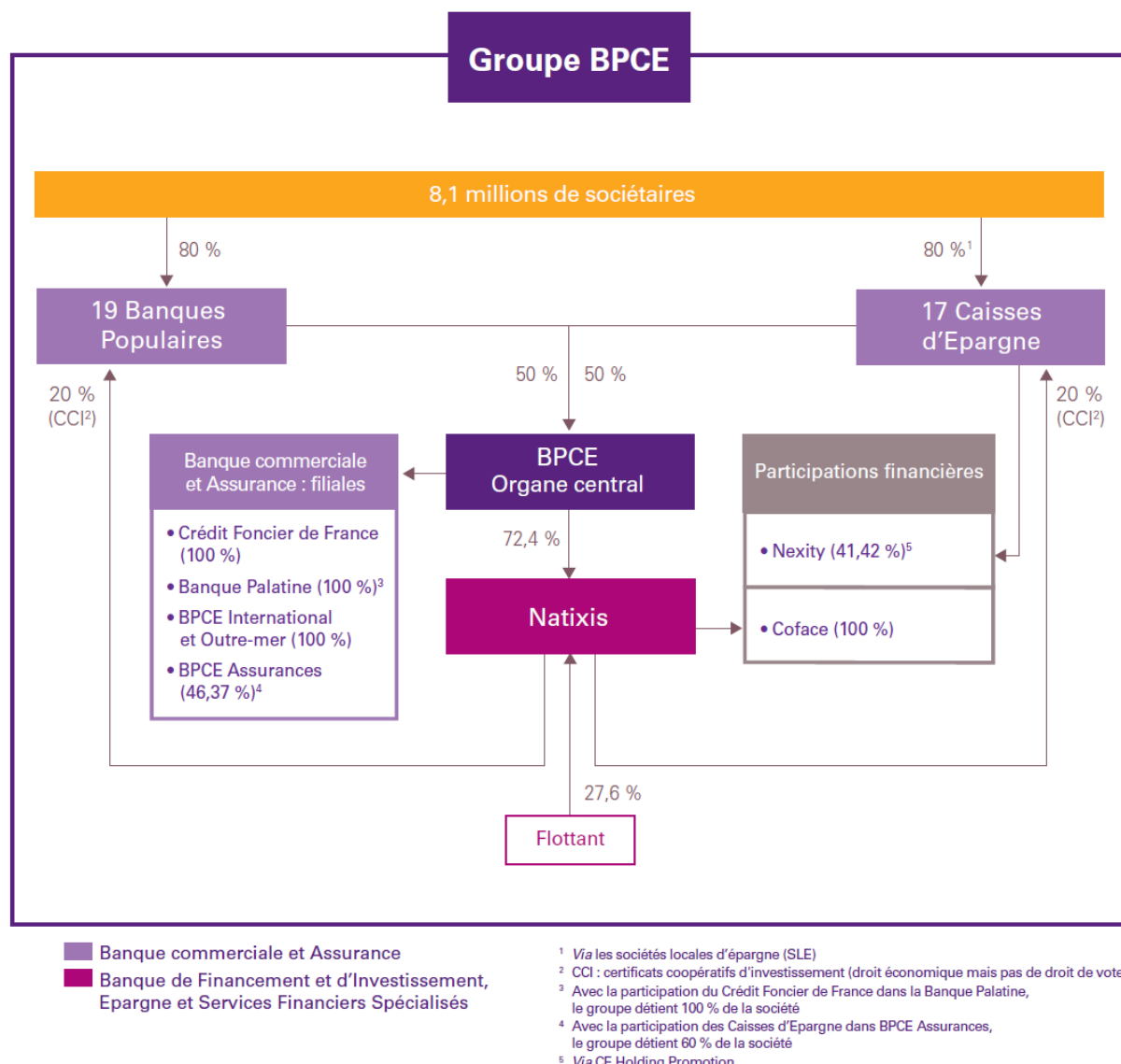
(1) Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts

6 - Annexe aux états financiers du Groupe Crédit Coopératif

Note 1 Cadre général

1.1 LE GROUPE BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales.



Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 19 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et de Prévoyance et les sociétés locales d'épargne.

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 80 % par leurs sociétaires et de 20 % par Natixis via les certificats coopératifs d'investissement (CCI).

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 80 % par les sociétés locales d'épargne (SLE) et de 20 % par Natixis via les CCI. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 17 Caisses d'Épargne et les 19 Banques Populaires.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, société cotée détenue à 72,4 %, qui réunit la Banque de Financement et d'Investissement, l'Épargne et les Services Financiers Spécialisés ;
- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier de France, la Banque Palatine et BPCE International et Outre-mer) ;
- les filiales et participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2 MECANISME DE GARANTIE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L. 512-107 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et de Prévoyance et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Épargne et de Prévoyance** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts est de 330,146 millions d'euros au 30 juin 2012 et le fonds sera abondé chaque année à hauteur de 5 % de la contribution des Banques Populaires, des Caisses d'Épargne et de leurs filiales aux résultats consolidés du groupe.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Épargne et de Prévoyance et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R. 515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des Caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossement technique et fonctionnel de la caisse à la Banque Populaire d'adossement.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3 FAITS CARACTERISTIQUES DU SEMESTRE

Augmentation de capital

Au cours du premier semestre, le Crédit Coopératif a procédé à une augmentation de son capital social par émission de parts sociales pour un montant de 49 999 milliers d'euros et de certificats coopératifs d'investissements pour 12 499 milliers d'euros intégralement souscrits par Natixis.

Souscription à des titres supersubordonnés émis par la BPCE

Le 26 mars 2012, le Crédit Coopératif a souscrit des titres supersubordonnés à durée indéterminée (TSSDI) émis par BPCE SA.

Ces TSSDI sont éligibles aux fonds propres additionnels de catégorie 1 (Tier 1) dans le cadre de la nouvelle réglementation Bâle 3 (en cours de transposition dans l'Union européenne par le règlement et la 4^{ème} directive relatifs à l'adéquation des fonds propres).

Ces instruments remplissent les 16 critères d'un instrument additionnel de catégorie 1 tel que défini à l'article 49 du projet de règlement. Ils sont notamment convertibles automatiquement en actions ordinaires de BPCE SA en cas de dégradation du ratio fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 - CET 1) ou du ratio fonds propres de base (ratio Tier 1) du Groupe BPCE SA. Cette clause de conversion constitue un dérivé incorporé séparable, qui a été séparé du contrat hôte, lui-même classé en AFS. La juste valeur de ce dérivé incorporé au 30 juin 2012 n'est pas significative.

Exposition aux risques souverains

Le Crédit Coopératif ne présente aucune exposition directe aux risques souverains hormis les états français et belge.

1.4 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Projet de deuxième loi de finances rectificative pour 2012

La loi de finances rectificative n'étant pas promulguée au 30 juin et le projet de loi de finances n'ayant de toute façon été publié que le 4 juillet 2012, les comptes au 30 juin ne doivent pas être impactés. Ainsi, les contributions exceptionnelles, les nouvelles taxes instituées pour 2012 ou l'augmentation du taux de taxes existantes (forfait social en particulier) ne doivent pas entraîner de modification des comptes au 30 juin 2012 mais une information en annexe.

Le projet de loi de finances rectificative pour 2012 prévoit notamment une contribution exceptionnelle supplémentaire au titre de la taxe systémique bancaire (TSB) équivalente à la taxe acquittée en 2012 et payable au plus tard le 30 septembre 2012. Cette contribution exceptionnelle ne sera pas déductible du résultat imposable.

La contribution exceptionnelle au titre de la TSB constituera une charge supplémentaire pour le Groupe Crédit Coopératif de 2 184 milliers d'euros. Elle sera comptabilisée sur le second semestre.

2.1 CADRE REGLEMENTAIRE

Conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le groupe a établi ses comptes consolidés au titre du 1^{er} semestre 2012 en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture ⁽¹⁾.

Ce jeu résumé d'états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2012 a été préparé conformément à la norme IAS 34, « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées portent sur les éléments les plus significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2011.

2.2 REFERENTIEL

Les normes et les principes comptables sont identiques à ceux utilisés et décrits dans les états financiers au 31 décembre 2011.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire en 2012 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

BPCE n'a pas appliqué par anticipation les textes adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2012 mais non encore entrés en vigueur à cette date :

- amendement à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » adopté par la Commission européenne le 5 juin 2012 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. Cet amendement vise à enrichir l'information financière sur l'état du « Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres devront être présentés de façon à faire apparaître de façon distincte les éléments qui pourraient faire l'objet d'un recyclage en résultat net de ceux qui ne seront jamais recyclés en résultat net.

- amendement à la norme IAS 19 intitulé « Avantages du personnel » adopté par la Commission européenne le 5 juin 2012 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 de façon rétrospective. Cet amendement apporte des modifications sur la comptabilisation et la présentation des engagements de retraite et assimilés notamment concernant les écarts actuariels qui seront reconnus immédiatement et en totalité en capitaux propres et les coûts des services passés qui seront comptabilisés immédiatement en résultat. Le groupe réalise actuellement un chiffrage des impacts liés à la première application de cette nouvelle norme.

La norme IFRS 13 : « Évaluation de la juste valeur » est applicable de façon prospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. IFRS 13 indique comment mesurer la juste valeur mais ne modifie pas les conditions d'application de la juste valeur. Le groupe réalise actuellement un chiffrage des impacts liés à la première application de cette nouvelle norme.

2.3 RECOURS A DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations, utilisant les informations disponibles à la date de clôture, font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 30 juin 2012, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes (à adapter le cas échéant) :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 4.1.6) ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers, et plus particulièrement les dépréciations durables des actifs financiers disponibles à la vente ainsi que les dépréciations sur base individuelle ou calculées sur la base de portefeuilles (note 4.1.7) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 4.5) et les provisions relatives aux contrats d'assurance (note 4.13) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 4.10) ;
- les impôts différés (note 4.12) ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition (note 3.4.3).

⁽¹⁾ Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

2.4 PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DATE DE CLOTURE

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2009 R 04 du 2 juillet 2009 du Conseil national de la comptabilité.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 30 juin 2012 des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du groupe. Les états financiers consolidés du groupe ont été arrêtés par le conseil d'administration du 30 août 2012.

Note 3 Information sectorielle

Le Groupe Crédit Coopératif est structuré en trois secteurs :

- la banque de proximité,
- la gestion d'actifs pour compte de tiers, ce secteur est représenté par la filiale Ecofi-Investissements (incluant sa participation dans la Financière Champlain).
- le capital investissement, qui regroupe les activités de la filiale BTP Capital investissement, de la société Esfin mise en équivalence.

L'information sectorielle porte sur des agrégats financiers issus du bilan et du compte de résultat et rapprochés des états financiers.

3.1 COMPTE DE RESULTAT

en milliers d'euros

	Banque de proximité		Gestion d'actifs pour compte de tiers		Capital investissement		Total Groupe	
	30/06/2012	30/06/2011	30/06/2012	30/06/2011	30/06/2012	30/06/2011	30/06/2012	30/06/2011
Produit net bancaire	201 446	187 484	10 196	11 231	175	820	211 817	199 535
Frais généraux et assimilés	(144 366)	(136 894)	(10 788)	(10 680)	(310)	(480)	(155 464)	(148 054)
Résultat brut d'exploitation	57 080	50 590	(592)	551	(135)	340	56 353	51 481
Résultat courant avant impôt	33 755	38 763	(592)	551	(233)	173	32 929	39 487

3.2 BILAN

ACTIF

en milliers d'euros

	Banque de proximité		Gestion d'actifs pour compte de tiers		Capital investissement		Non ventilés		Total Groupe	
	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011
Actifs à la juste valeur par le résultat	64 906	45 436							64 906	45 436
Actifs financiers disponibles à la vente	813 283	1 155 876	22 517	20 890	24 573	25 289			860 373	1 202 055
Prêts et créances sur Ets de crédit	1 054 442	1 186 821	162	128					1 054 604	1 186 949
Prêts et créances sur la clientèle	10 856 175	10 023 207							10 856 175	10 023 207
Actifs financ. détenus jusqu'à l'échéance	571 025	752 705							571 025	752 705
Ecart d'acquisition	945	909	4 642	4 642					5 587	5 551
Autres actifs	787 872	743 133	854	1 058	44	46			788 771	744 237
TOTAL ACTIF	14 148 649	13 908 086	28 175	26 718	24 617	25 335			14 201 441	13 960 139

PASSIF

en milliers d'euros

	Banque de proximité		Gestion d'actifs pour compte de tiers		Capital investissement		Non ventilés		Total Groupe	
	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2011
Passifs financiers à la JV par résultat	65 301	47 022							65 301	47 022
Dettes envers les Ets de crédit	1 638 006	1 246 885							1 638 006	1 246 885
Dettes envers la clientèle	7 413 318	7 139 762							7 413 318	7 139 762
Dettes représentées par un titre	2 941 795	3 464 081							2 941 795	3 464 081
Dettes subordonnées	159 535	206 708							159 535	206 708
Autres passifs	1 930 694	1 803 628	28 175	26 718	24 617	25 335			1 983 486	1 855 681
TOTAL PASSIF	14 148 649	13 908 086	28 175	26 718	24 617	25 335			14 201 441	13 960 139

Note 4 Notes relatives au bilan

4.1 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

4.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012			31/12/2011		
	Transaction	Sur option	Total	Transaction	Sur option	Total
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Titres à revenu fixe						
Actions et autres titres à revenu variable	59	4 645	4 704	62	4 210	4 272
Prêts aux établissements de crédit						
Prêts à la clientèle						
Prêts						
Opérations de pension						
Dérivés de transaction	60 202		60 202	41 164		41 164
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	60 261	4 645	64 906	41 226	4 210	45 436

4.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Opérations de pension		
Autres passifs financiers		
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		
Dérivés de transaction	60 152	41 898
Comptes à terme et emprunts interbancaires		
Comptes à terme et emprunts à la clientèle		
Dettes représentées par un titre	5 149	5 124
Dettes subordonnées		
Opérations de pension		
Passifs financiers à la juste valeur sur option	5 149	5 124
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	65 301	47 022

4.2 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe	440 872	787 440
Titres à revenu fixe	440 872	787 440
Actions et autres titres à revenu variable	477 761	472 956
Prêts aux établissements de crédit		
Prêts à la clientèle		
Prêts		
Créances douteuses		
Montant brut des actifs financiers disponibles à la vente	918 633	1 260 396
Dépréciation des créances douteuses	(50 150)	(50 083)
Dépréciation durable sur actions et autres titres à revenu variable	(8 110)	(8 258)
Total des actifs financiers disponibles à la vente	860 373	1 202 055
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (avant impôt)	17 391	14 430

Les actifs financiers disponibles à la vente sont dépréciés en présence d'indices de pertes de valeur lorsque le groupe estime que son investissement pourrait ne pas être recouvré. Pour les titres à revenu variable cotés, une baisse de plus de 50 % par rapport au coût historique ou depuis plus de 36 mois constitue des indices de perte de valeur.

4.3 HIERARCHIE DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

30/06/2012				
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
<i>en milliers d'euros</i>				
ACTIFS FINANCIERS				
Titres	59	0	0	59
Instruments dérivés	0	60 202	0	60 202
Autres actifs financiers	0	0	0	0
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	59	60 202	0	60 261
Titres	4 645	0	0	4 645
Autres actifs financiers	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	4 645	0	0	4 645
Titres	250 635	609 739	0	860 374
Autres actifs financiers	0	(1)	0	(1)
Actifs financiers disponibles à la vente	250 635	609 738	0	860 373
PASSIFS FINANCIERS				
Titres	0	0	0	0
Instruments dérivés	1	60 151	0	60 152
Autres passifs financiers	0	0	0	0
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	1	60 151	0	60 152
Titres	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	5 149	0	5 149
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0	5 149	0	5 149

31/12/2011				
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
<i>en milliers d'euros</i>				
ACTIFS FINANCIERS				
Titres	62	0	0	62
Instruments dérivés	0	41 164	0	41 164
Autres actifs financiers	0	0	0	0
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	62	41 164	0	41 226
Titres	4 210	0	0	4 210
Autres actifs financiers	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	4 210	0	0	4 210
Titres	329 256	872 799	0	1 202 055
Autres actifs financiers	0	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	329 256	872 799	0	1 202 055
PASSIFS FINANCIERS				
Titres	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	41 898	0	41 898
Autres passifs financiers	0	0	0	0
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	0	41 898	0	41 898
Titres	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	5 124	0	5 124
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0	5 124	0	5 124

4.4 PRETS ET CREANCES

Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie.

4.4.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 055 445	1 187 936
Dépréciations individuelles	(841)	(987)
Dépréciations sur base de portefeuilles		0
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	1 054 604	1 186 949

Décomposition des prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Comptes ordinaires débiteurs	54 018	253 266
Opérations de pension	0	0
Comptes et prêts	993 133	923 884
Opérations de location financement	0	0
Titres assimilés à des prêts et créances	2 287	2 700
Autres encours	0	0
Créances rattachées	5 166	7 099
Total des prêts et créances sains sur les établissements de crédit	1 054 604	1 186 949

Les fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts s'élèvent à 212.245 milliers d'euros au 30 juin 2012.

4.4.2 Prêts et créances sur la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Prêts et créances sur la clientèle	11 193 083	10 345 093
Dépréciations individuelles	(321 455)	(302 873)
Dépréciations sur base de portefeuilles	(15 453)	(19 013)
Total des prêts et créances sur la clientèle	10 856 175	10 023 207

Décomposition des prêts et créances sur la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Comptes ordinaires débiteurs	762 920	540 098
Prêts à la clientèle financière	2 000	50
Crédits de trésorerie et de consommation	604 584	647 031
Crédits à l'équipement	6 610 014	6 155 876
Crédits au logement	961 652	888 659
Crédits à l'exportation	6 592	9 172
Autres crédits	464 876	453 636
Opérations de pension	53 800	0
Autres concours à la clientèle	8 703 518	8 154 424
Titres assimilés à des prêts et créances	37 531	33 912
Autres prêts et créances sur la clientèle	974 573	966 958
Prêts et créances dépréciés	714 541	649 701
Total des prêts et créances sur la clientèle	11 193 083	10 345 093

4.5 ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Effets publics et valeurs assimilées	168 374	350 925
Obligations et autres titres à revenu fixe	402 651	401 780
Montant brut des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	571 025	752 705
Dépréciation	0	0
Total des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	571 025	752 705

4.6 RECLASSEMENTS D'ACTIFS FINANCIERS

Dans le cadre des amendements des normes IAS 39 et IFRS 7 aucun redressement d'actifs financiers n'a été effectué au cours du 1er semestre 2012.

4.7 ÉCARTS D'ACQUISITION

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Valeur brute à l'ouverture	5 551	5 636
Acquisitions		
Cessions		
Ecart de conversion	36	(85)
Autres variations		
Valeur brute à la clôture	5 587	5 551
Cumul des pertes de valeur à la clôture		
Valeur nette à la clôture	5 587	5 551

Les écarts d'acquisition liés aux opérations de l'exercice sont analysés dans le cadre de la note relative au périmètre de consolidation.

Écarts d'acquisition détaillés

<i>en milliers d'euros</i>	Valeur nette comptable	
	30/06/2012	31/12/2011
Intercop Location	217	217
Ecofi Investissements	3 546	3 546
Financière Champlain	1 096	1 096
Tise	728	692
Total des écarts d'acquisition	5 587	5 551

4.8 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

4.8.1 Dettes envers les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Comptes ordinaires créditeurs	151 725	98 528
Dettes rattachées	20	
Comptes ordinaires créditeurs	151 745	98 528
Comptes à vue	0	0
Opérations de pension	0	0
Dettes rattachées	0	44
Dettes à vue envers les établissements de crédit	0	44
Emprunts et comptes à terme	1 312 214	1 144 521
Opérations de pension	169 132	0
Dettes rattachées	4 915	3 792
Dettes à terme envers les établissements de crédit	1 486 261	1 148 313
Total des dettes envers les établissements de crédit	1 638 006	1 246 885

4.8.2 Dettes envers la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Comptes ordinaires créditeurs	4 613 330	4 792 520
Dettes rattachées	7 780	
Comptes ordinaires créditeurs	4 621 110	4 792 520
Livret A	299 822	257 200
PEL / CEL	120 974	116 793
Autres comptes d'épargne à régime spécial	2 006 224	1 537 160
Dettes rattachées	22 654	229
Comptes d'épargne à régime spécial	2 449 674	1 911 382
Comptes et emprunts à vue	0	0
Comptes et emprunts à terme	114 473	114 687
Dettes rattachées	1 022	12 550
Autres comptes de la clientèle	115 495	127 237
A vue	0	0
A terme	77 925	156 111
Dettes rattachées	23	46
Opérations de pension	77 948	156 157
Autres dettes envers la clientèle	149 091	152 466
Total des dettes envers la clientèle	7 413 318	7 139 762

4.9 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Emprunts obligataires	204 883	383 323
Titres du marché interbancaire et Titres de créances négociables	2 579 932	2 886 774
Autres dettes représentées par un titre	131 339	165 685
Total	2 916 154	3 435 782
Dettes rattachées	25 641	28 299
Total des dettes représentées par un titre	2 941 795	3 464 081

4.10 PROVISIONS

<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2012	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements	30/06/2012
Provisions pour engagements sociaux	1 758	344	(14)		(1)	2 087
Provisions pour activité d'épargne-logement	1 037	85	(14)			1 108
Provisions pour engagements hors bilan	16 396	3 881	(2 075)			18 202
Provisions pour activités de promotion immobilière						
Provisions pour restructurations						
Provisions pour litiges	7 656	60	(248)		(28)	7 440
Autres	5 068	1 033	(1 097)		2	5 006
Autres provisions	30 157	5 059	(3 434)		(26)	31 756
Total des provisions	31 915	5 403	(3 448)		(27)	33 843

4.11 DETTES SUBORDONNÉES

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Dettes subordonnées à durée déterminée	70 025	116 997
Dettes subordonnées à durée indéterminée	27 946	27 946
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0
Actions de préférence	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	51 747	51 869
Total	149 718	196 812
Dettes rattachées	2 149	1 915
Réévaluation de la composante couverte	7 668	7 981
Total des dettes subordonnées	159 535	206 708

Évolution des dettes subordonnées au cours du 1^{er} semestre 2012

	01/01/2012	Emission	Remboursement	Conversion	Variation de périmètre	Autres	30/06/2012
<i>en milliers d'euros</i>							
Dettes subordonnées à durée déterminée	116 997		(46 998)			26	70 025
Dettes subordonnées à durée indéterminée	27 946						27 946
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée							
Actions de préférence							
Dépôts de garantie à caractère mutuel	51 869					(122)	51 747
Total	196 812		(46 998)			(96)	149 718

4.12 ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES EMIS

4.12.1 Parts sociales et certificats coopératifs d'investissements

Parts sociales et certificats coopératifs d'investissement

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012			31/12/11		
	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
Parts sociales						
Valeur à l'ouverture	39 014 756	15,25 €	594 975	39 014 756	15,25 €	594 975
Augmentation de capital	3 278 688	15,25 €	50 000			
Réduction de capital						
Autres variations						
Valeur à la clôture	42 293 444	15,25 €	644 975	39 014 756	15,25 €	594 975
Certificats coopératifs d'investissement						
Valeur à l'ouverture	9 753 689	15,25 €	148 744	9 753 689	15,25 €	148 744
Augmentation de capital	819 672	15,25 €	12 500			
Réduction de capital						
Autres variations						
Valeur à la clôture	10 573 361	15,25 €	161 244	9 753 689	15,25 €	148 744

Note 5 Notes relatives au compte de résultat

5.1 INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES

en milliers d'euros	1er semestre 2012			1er semestre 2011		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations avec la clientèle	180 014	(35 034)	144 980	163 819	(28 353)	135 466
Opérations avec les établissements de crédit	7 545	(13 687)	(6 142)	6 826	(11 578)	(4 752)
Opérations de location-financement	26 285	(2 133)	24 152	11 401	(16)	11 385
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	19 012	(49 624)	(30 612)	(215)	(47 116)	(47 331)
Instruments dérivés de couverture	3 424	(4 212)	(788)	1 317	(660)	657
Actifs financiers disponibles à la vente	4 149		4 149	17 280		17 280
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	17 660		17 660	21 697		21 697
Actifs financiers dépréciés	744		744	1 202		1 202
Autres produits et charges d'intérêts			0	0		0
Total des produits et charges d'intérêts	258 833	(104 690)	154 143	223 327	(87 722)	135 603

5.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS

en milliers d'euros	1er semestre 2012			1er semestre 2011		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations interbancaires et de trésorerie	156	(352)	(196)	548	(317)	231
Opérations avec la clientèle	30 039	(4 163)	25 876	26 879	(3 600)	23 279
Prestations de services financiers	5 361	(943)	4 418	4 695	(2 285)	2 410
Vente de produits d'assurance vie	78	////	78			0
Opérations sur moyens de paiement	31 584	(21 848)	9 736	35 331	(26 407)	8 924
Opérations sur titres	752	(7)	745	721	(33)	688
Activités de fiducie	14 745	(1 363)	13 382	16 398	(1 296)	15 102
Opérations sur instruments financiers et de hors bilan	910	(153)	757	648	(94)	554
Autres commissions	241		241	224	0	224
Total des commissions	83 866	(28 829)	55 037	85 444	(34 032)	51 412

Les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service est rendu.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyen de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc...), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le Groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle. La fiducie recouvre les commissions de gestion pour compte de tiers perçues par la filiale Ecofi Investissements.

5.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

en milliers d'euros	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Résultat sur instruments financiers de transaction	(191)	267
Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	398	(128)
Autres	1	0
Résultats sur opérations de couverture	(217)	89
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie	42	0
Inefficacité de la couverture de juste valeur	(259)	89
Variation de la juste valeur de l'instrument de couverture	(2 005)	(16 050)
Variation de la juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	1 746	16 139
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	(10)	228

5.4 GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Résultats de cession	352	944
Dividendes reçus	1 154	1 756
Dépréciation durable des titres à revenu variable	(117)	(435)
Total des gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	1 390	2 265

5.5 PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2012			1er semestre 2011		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Produits et charges des activités d'assurance	0	0	0	0	0	0
Produits et charges des activités immobilières	0	(5)	(5)	0	(5)	(5)
Produits et charges sur opérations de location	2 950	(5 624)	(2 674)	8 245	(3 368)	4 877
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	68		68	35		35
Charges refacturées et produits rétrocedés	1		1	4		4
Autres produits et charges divers d'exploitation	5 290	(1 423)	3 867	7 263	(2 148)	5 115
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et	0		0	0		0
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	5 359	(1 423)	3 936	7 302	(2 148)	5 154
Total des produits et charges des autres activités	8 309	(7 052)	1 257	15 547	(5 521)	10 026

5.6 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Charges de personnel		
Salaires et traitements	(51 678)	(49 916)
<i>dont paiements en actions</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Avantages de retraite et autres	(6 549)	(5 988)
Charges sociales	(21 725)	(20 976)
Intéressement et participation	(1 805)	(1 789)
Impôts et taxes liés aux rémunérations	(7 082)	(6 773)
Plan d'adaptation de l'emploi		-
Autres	(743)	(415)
Charges de personnel	(89 583)	(85 857)
Impôts et taxes	(5 687)	(5 888)
Services extérieurs	(45 838)	(43 258)
Charges liées aux fusions	0	0
Autres	(6 288)	(5 207)
Autres frais administratifs	(57 813)	(54 353)
Total des charges générales d'exploitation	(147 396)	(140 210)

5.7 COUT DU RISQUE

5.7.1 Coût du risque

<i>en milliers d'euros</i>	Dotations	Reprises nettes (1)	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations sur créances amorties	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Prêts et créances interbancaires	(790)	933			143	52
Prêts et créances avec la clientèle	(51 737)	28 300	(448)	927	(22 958)	(11 502)
Autres actifs financiers	(46)	10			(36)	5
Engagements par signature	(3 955)	2 067			(1 888)	(3 001)
Coût du risque	(56 528)	31 310	(448)	927	(24 739)	(14 446)

(1) Correspondant aux reprises de dépréciations et de provisions nettes des pertes couvertes.

5.7.2 Dépréciations et provisions pour risque de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2012	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres variations (1)	30/06/2012
Actifs financiers disponibles à la vente	50 083	77	(10)			50 150
Opérations interbancaires	987	790	(933)		(3)	841
Opérations avec la clientèle	321 886	54 627	(29 749)	(8 080)	(1 776)	336 908
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance						0
Autres actifs financiers	3 174	2		(17)	(264)	2 895
Dépréciations déduites de l'actif	376 130	55 496	(30 692)	(8 097)	(2 043)	390 794
Provisions sur engagements par signature et sur garanties financières données	16 396	3 881	(2 075)			18 202
Total des dépréciations et provisions pour risque de crédit	392 526	59 377	(32 767)	(8 097)	(2 043)	408 996

5.8 QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
. ESFIN	(113)	(95)
. COOPEST	64	24
. France Active Garantie	96	395
. CADEC	118	307
. Caisse de Garantie Immobilière du Batiment	1 153	335
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	1 317	966

5.9 IMPOTS SUR LE RESULTAT

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Impôts courants	(9 687)	(12 849)
Impôts différés	(897)	554
Impôts sur le résultat	(10 584)	(12 295)

Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Résultat net (part du groupe)	19 772	25 112
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0	0
Part des intérêts minoritaires dans les sociétés consolidées	2 574	2 082
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	1 317	2 465
Impôts	(10 584)	(12 296)
Résultat comptable avant impôts et variations de valeur des écarts d'acquisition (A)	31 613	37 024
Taux d'imposition de droit commun français (B)	33,33%	33,33%
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	(10 537)	(12 340)
Contribution sociale additionnelle	(154)	(327)
Effet de la variation des impôts différés non constatés	0	0
Incidence de la restructuration des titres super-subordonnés	0	0
Effet des différences permanentes	56	(50)
Impôts à taux réduit et activités exonérées	(26)	86
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger	18	
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	(214)	316
Autres éléments	273	20
Impôts sur le résultat	(10 584)	(12 295)
Taux effectif d'impôt (charge d'impôts sur le résultat rapportée au résultat taxable)	33,48%	33,21%

Note 6 Engagements

6.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

Le montant communiqué est la valeur nominale de l'engagement donné.

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Engagements de financement donnés en faveur	1 160 590	990 252
des établissements de crédit	213 639	26 132
de la clientèle	946 951	964 120
* Ouvertures de crédit confirmées	882 893	925 842
* Autres engagements	64 058	38 278
Engagements de financement reçus	899 378	636 780
d'établissements de crédit	899 378	636 780
de la clientèle	0	0

6.2 ENGAGEMENTS DE GARANTIE

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Engagements de garantie donnés	2 972 355	2 893 522
d'ordre des établissements de crédit	5 961	12 581
d'ordre de la clientèle	2 966 394	2 880 941
Engagements de garantie reçus	901 747	872 901
d'établissements de crédit	901 747	872 901
de la clientèle	0	0

6.3 ACTIFS FINANCIERS DONNES EN GARANTIE

Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs financiers donnés en garantie de passifs ou de passifs éventuels, tels que les titres remis en pension livrée et les valeurs données en pension non livrée, enregistrés dans les différentes catégories comptables.

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Instruments de capitaux propres		
Instruments de dettes	427 677	435 510
Prêts et avances	1 949 410	1 605 143
Autres actifs financiers		
Total	2 377 087	2 040 653

Au 30 juin 2012, les titres et les créances donnés en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 1.479.886 milliers d'euros d'actifs mobilisés auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP (1.165.608 milliers d'euros au 31 décembre 2011) ;
- 158.571 milliers d'euros de créances nanties auprès de la SFEF (180.439 milliers d'euros au 31 décembre 2011) ;
- 283.622 milliers d'euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) contre 317.885 milliers d'euros au 31 décembre 2011 ;
- 27.939 milliers d'euros de créances données en garantie auprès de la Caisse de Refinancement Hypothécaire contre 28.213 milliers d'euros au 31 décembre 2011 ;
- 54.592 milliers d'euros de créances données en garantie auprès de la BPCE SH contre 48.698 milliers d'euros au 31 décembre 2011 ;
- 172.500 milliers d'euros de titres donnés en garantie auprès de la CEB contre 149.500 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

Note 7 Périmètre de consolidation

PERIMETRE DU GROUPE DU CREDIT COOPERATIF 30 juin 2012				
I. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	ENTITE CONSOLIDANTE			
	% de Contrôle	% d'Intérêt	% d'intégration	Méthode d'intégration
1) Entité Consolidante				
Crédit Coopératif (SCA) Siège Social : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE				
2) Etablissements de crédit associés filiales				
BTP Banque (SA) Inter-Coop (SAS) Sièges Sociaux : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE	100% 98,35%	100,00% 98,35%	100% 100%	IG IG
BATILEASE Siège social: Parc du canon d'or, 7, rue Philippe Noiret BP 10025 59871 Saint André Cedex	94,89%	94,89%	100%	IG
3) Etablissements de crédit associés non filiales				
EDEL Siège Social : Parc de la Plaine, 5, avenue Marcel Dassault BP 5806 31505 TOULOUSE Cedex	C	33,94%	100%	IG
CAISSE SOLIDAIRE 15, rue de la poste 59100 ROUBAIX	O N	63,33%	100%	IG
SOFINEF 8, avenue des Canuts 69517 VAULX-en-VELIN	T R	2,70%	100%	IG
SOCOREC 77, rue de Lourmel 75015 PARIS	A	0,00%	100%	IG
SOFIGARD 13, bis Boulevard Talabot 30000 NIMES	T S	0,26%	100%	IG
SOFINDI 11, rue de Belat 16000 ANGOULEME	D'	3,24%	100%	IG
SOFISCOPE 37, rue Jean Leclair 75017 PARIS	A	1,03%	100%	IG
SOFISCOPE SUD EST 70, rue Maurice Flandrin BP 3164 69211 LYON Cedex 03	S S	3,58%	100%	IG
SOFIRIF Z.I. BETHUNES BP 9032 95071 CERGY PONTOISE	O	13,97%	100%	IG
SOMUPACA 9, place de la Liberté 83000 TOULON	C I	1,28%	100%	IG
SOMUDIMEC 19, rue des berges 38000 GRENOBLE	A	0,16%	100%	IG
C.M.G.M. 39-41, rue Louis Blanc 92038 PARIS LA DEFENSE Cedex	T I	6,26%	100%	IG
NORD FINANCEMENT 2, avenue Halley 59650 VILLENEUVE D'ASCQ	O	0,78%	100%	IG
GEDEX DISTRIBUTION 6/8 rue Louis Rouquier 92300 LEVALLOIS PERRET	N	0,00%	100%	IG
4) Autres établissements de crédit				
France Active Garantie Siège social : 120 rue de Réaumur - 75002 PARIS	19,97%	19,97%	19,97%	ME
CADEC Siège social : Résidence Diamand III, 6 Av de Paris - 20000 AJACCIO	25,30%	25,30%	25,30%	ME
II. ENTREPRISES A CARACTERE FINANCIER				
Union des Sociétés du Crédit Coopératif (GIE)	100%	99,68%	100%	IG
Transimmo (SARL)	100%	100%	100%	IG
Société Civile Immobilière du Crédit Coopératif	100%	100%	100%	IG
Société Civile Immobilière du Crédit Coopératif de Saint Denis	100%	100%	100%	IG
SAS TASTA	70%	70%	100%	IG
BTP Capital Conseil	99,99%	99,99%	100%	IG
SAS Sociétariat Crédit Coopératif Banque Populaire	98,35%	98,35%	100%	IG
INTERCOP LOCATION Siège Social : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE	90,63%	90,63%	100%	IG
BATI-LEASE INVEST Siège social: Parc du canon d'or, 7, rue Philippe Noiret BP 10025 59871 Saint André Cedex	94,89%	94,89%	100%	IG
Ecofi- Investissements Siège Social : 48, rue Notre Dame des Victoires - 75002 PARIS	100%	99,98%	100%	IG
TISE Siège Social : UL Nalewski 8/27 00158 VARSOVIE - POLOGNE	100%	100%	100%	IG
MONINFO Siège Social : Parc de la Plaine, 5, avenue Marcel Dassault BP 5806 31505 TOULOUSE Cedex	33,91%	33,91%	100%	IG
ESFIN GESTION Siège Social : Immeuble Lafayette - LA DEFENSE 5 2, place des Vosges - 92400 COURBEVOIE	60,00%	60,00%	100%	IG
SAS FINANCIERE CHAMPLAIN 3, rue de la Boétie 75008 PARIS	57,94%	59,01%	100%	IG
III. ENTREPRISES A CARACTERE NON FINANCIER				
BTP Capital Investissement Siège Social : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE	79,42%	79,42%	100%	IG
COOPEST Siège Social : 2,av, Jules César - woluwe Saint-Pierre - 1150 BRUXELLES - BELGIQUE	29,97%	29,97%	29,97%	ME
ESFIN Siège Social : Immeuble Lafayette - LA DEFENSE 5 2, place des Vosges - 92400 COURBEVOIE	38,09%	38,09%	38,09%	ME
IV. ENTREPRISES D'ASSURANCE				
CAISSE DE GARANTIE IMMOBILIERE DU BATIMENT Siège Social : 6, rue La Pérouse - 75016 PARIS	33,40%	33,40%	33,40%	ME
SCA : Société Coopérative Anonyme SAS : Société Anonyme Simplifiée				IG : Intégration globale ME : Mise en équivalence

III – Extraits des comptes sociaux au 30 juin 2012

BILAN

A C T I F	AU 30/06/2012	AU 30/06/2011
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP.....	57 157	36 899
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES.....	168 374	383 999
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	2 178 406	1 959 531
- A VUE.....	380 582	445 841
- A TERME.....	1 797 824	1 513 691
CREANCES SUR LA CLIENTELE	8 262 398	7 110 759
- CREANCES COMMERCIALES.....	220 265	191 570
- AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE.....	7 463 406	6 383 183
- COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS.....	578 727	536 006
- AFFACTURAGE.....		
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE.....	812 118	1 334 090
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE.....	68 978	332 088
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME.....	325 558	289 983
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES.....	124 794	122 881
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	240 541	208 354
LOCATION SIMPLE.....		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	25 922	24 793
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE.....		
ACTIONS PROPRES.....		
AUTRES ACTIFS.....	277 511	134 705
COMPTES DE REGULARISATION.....	158 977	137 984
TOTAL DE L'ACTIF	12 700 733	12 076 066

P A S S I F	AU 30/06/2012	AU 30/06/2011
BANQUES CENTRALES, CCP.....	-	-
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	2 200 002	1 595 578
- A VUE.....	164 689	107 819
- A TERME.....	2 035 314	1 487 759
COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	6 304 493	5 618 142
. COMPTES D'EPARGNE A REGIME SPECIAL		
- A VUE.....	2 294 320	1 632 061
- A TERME.....	144 967	116 459
. AUTRES DETTES		
- A VUE.....	3 340 911	3 057 259
- A TERME.....	524 295	812 363
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	2 593 047	3 259 978
- BONS DE CAISSE	133 026	204 730
- TITRES DU MARCHE INTERBANCAIRE ET TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES.....	2 257 745	2 669 693
- EMPRUNTS OBLIGATAIRES.....	202 276	385 555
- AUTRES DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE.....		
AUTRES PASSIFS.....	99 549	99 461
COMPTES DE REGULARISATION.....	206 920	232 314
PROVISIONS	26 922	25 107
DETTES SUBORDONNEES.....	112 242	157 770
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX.....	27 146	19 957
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	1 130 411	1 067 760
- CAPITAL SOUSCRIT.....	806 219	743 719
- PRIMES D'EMISSION.....	142 964	142 964
- RESERVES.....	162 745	159 550
- ECART DE REEVALUATION.....		
- PROVISIONS REGLEMENTEES.....	4 313	4 396
- REPORT A NOUVEAU (+/-).....	3 168	3 100
- RESULTAT EN INSTANCE D'APPROBATION.....	-	-
- RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-).....	11 002	14 029
TOTAL DU PASSIF	12 700 733	12 076 066

HORS BILAN

H O R S B I L A N	AU 30/06/2012	AU 30/06/2011
<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>		
<u>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</u>		
ENGAGEMENTS EN FAVEUR D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT.....	443 178	568 584
ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE LA CLIENTELE.....	611 162	695 465
<u>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</u>		
ENGAGEMENTS D'ORDRE D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT.....	35 917	34 207
ENGAGEMENTS D'ORDRE DE LA CLIENTELE.....	1 143 266	1 113 411
<u>ENGAGEMENTS SUR TITRES</u>		
TITRES ACQUIS AVEC FACULTE DE RACHAT OU DE REPRISE.....		
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES.....	-	15 500
<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>		
<u>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</u>		
ENGAGEMENTS RECUS D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT.....	872 437	761 583
<u>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</u>		
ENGAGEMENTS RECUS D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT.....	1 146 179	1 061 051
<u>ENGAGEMENTS SUR TITRES</u>		
TITRES VENDUS AVEC FACULTE DE RACHAT OU DE REPRISE.....		
AUTRES ENGAGEMENTS RECUS.....	621	1 621

COMPTE DE RESULTAT PUBLIABLE (période du 01/01/2012 au 30/06/2012) – en milliers d'euros

	AU 30/06/2012	AU 30/06/2011
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
+ INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES.....	+ 206 938	+ 189 533
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit.....	19 577	18 793
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle.....	145 149	132 498
+ Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe.....	38 844	37 940
+ Autres intérêts et produits assimilés.....	3 367	302
+ INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES.....	- 99 758	- 85 771
+ Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit.....	19 224	16 143
+ Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle.....	28 170	22 432
+ Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe.....;	45 084	43 490
+ Autres intérêts et charges assimilées.....	7 280	3 705
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat.....	+ 49 705	+ 43 963
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat.....	- 45 929	- 40 563
+ Produits sur opérations de location simple.....	+ -	+ -
- Charges sur opérations de location simple.....	- -	- -
+ REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE.....	+ 2 553	+ 4 592
+ COMMISSIONS (PRODUITS).....	+ 39 333	+ 38 761
- COMMISSIONS (CHARGES).....	- 12 971	- 14 555
+/- GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	124	- 158
+/- Solde en bénéfice/perte des opérations sur titres de transaction.....	95	113
+/- Solde en bénéfice/perte des opérations de change.....	317	191
+/- Solde en bénéfice/perte des opérations sur instruments financiers.....	- 287	- 462
+/- GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES.....	785	- 367
+ AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE.....	+ 2 208	+ 65
+ Produits sur opérations de promotion immobilière.....	-	-
+ Autres produits.....	2 208	65
- AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRES.....	- 5	- 15
- Charges sur opérations de promotion immobilière.....	-	-
- Autres charges.....	5	15
+/- PRODUIT NET BANCAIRE	142 984	135 486
- CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION.....	- 106 745	- 101 966
- Frais de personnel.....	56 352	54 414
- Autres frais administratifs.....	50 393	47 552
- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES.....	- 392	- 352
+/- RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	35 847	33 168
- COUT DU RISQUE.....	- 21 084	- 6 603
+/- RESULTAT D'EXPLOITATION	14 763	26 565
+/- GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	- 268	- 386
+/- Gains ou pertes sur actifs corporels et incorporels.....	-	-
- +/- Gains ou pertes sur immobilisations financières.....	- 268	- 386
+/- RESULTAT COURANT AVANT IMPOT.....	14 495	26 179
+/- RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	-	-
- IMPOT SUR LES BENEFICES.....	- 3 644	- 8 073
+/- DOTATIONS/REPRISES DES FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES.....	152	- 4 076
+/- Dotations/reprises des FRBG.....	-	- 4 130
+/- Dotations/reprises provisions réglementées.....	152	54
+/- RESULTAT DE L'EXERCICE.....	11 002	14 029

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS au 30 juin 2012 – en euros

SOCIETES OU GROUPES DE SOCIETES	CAPITAL	CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE LE CAPITAL	QUOTE-PART DE CAPITAL DETENU	VALEUR D'INVENTAIRE DES TITRES DETENUS	PRETS & AVANCES CONSENTIS PAR LA SOCIETE ET NON REMBOURSES	MONTANT DES CAUTIONS ET AVALS FORUNIS PAR LA SOCIETE	CHIFFRE D'AFFAIRES DU DERNIER EXERCICE ECOULE	BENEFICE NET OU PERTE DU DERNIER EXERCICE ECOULE	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE
A) Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur excède 1% du capital de la société astreinte à la publication									
I - Filiales (50% au moins du capital détenu par la société)									
GIE-USCC	19 400 000	-	73,65%	17 146 500	5 961 117	-	33 877 142	- 70 581	-
BTP CAPITAL INVESTISSEMENT	14 073 752	2 002 089	79,42%	9 209 458	-	-	295 856	754 096	-
INTERCOOP	4 856 280	23 054 354	82,37%	21 532 525	27 500 000	60 043 062	49 336 288	- 1 498 708	-
INTER-COP LOCATION	4 573 800	5 207 465	90,63%	8 529 913	-	-	322 081	324 000	-
BATILEASE	9 065 280	20 384 710	94,89%	16 708 941	-	-	70 094 906	4 917 592	860 168
ECOFI INVESTISSEMENT	4 445 154	8 559 218	99,08%	21 779 604	-	-	25 973 354	67 688	-
BTP BANQUE	50 000 000	53 022 736	99,96%	24 059 690	100 007 142	-	56 958 697	7 451 044	-
II - Participations (10% à 50% du capital détenu par la société)									
ESFIN PARTICIPATIONS	31 251 738	4 161 177	16,11%	6 000 368	-	-	1 037 176	101 992	-
IRD - (EX SDR NORD PAS DE CALAIS)	44 274 913	81 051 000	17,38%	5 652 172	-	-	7 307 000	3 191 000	75 681
RHONE DAUPHINE DEV	10 495 800	950 965	25,50%	2 674 324	-	-	-	631 131	108 469
EDEL	67 524 918	145 000	33,25%	5 812 635	-	-	27 204 000	6 524 000	-
ESFIN	44 493 240	6 206 077	38,08%	18 159 754	-	-	-	511 359	-
B) Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
I - Filiales non reprises au § A									
a) Filiales françaises (ensemble)				2 939 866	-	-			201 600
b) Filiales étrangères (ensemble)				5 174 375					
II - Participations non reprises au § A									
a) Sociétés françaises (ensemble)				5 682 291	-	-			218 430
b) Sociétés étrangères (ensemble)				5 896 896					

IV – Rapport des Commissaires aux comptes

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Crédit Coopératif S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.


Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 30 août 2012

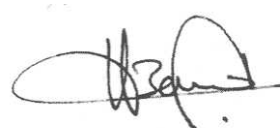
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Fabrice Odent
Associé

Paris, le 30 août 2012

SOFIDEEC Baker Tilly



Cyrille Baud
Associé

V – Informations complémentaires

Prévisions ou estimations

L'Actualisation du Document de Référence 2011 ne contient pas de prévisions ou estimations au sens du Règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004.

Procédure judiciaire et d'arbitrage

Il n'existe pas, pour la période couvrant les douze derniers mois, de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui serait en suspens ou qui menacerait le Crédit Coopératif et qui pourrait avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Crédit Coopératif et/ou du Groupe Crédit Coopératif.

Changement significatif de la situation financière de l'émetteur

Aucun changement significatif de la situation financière du Groupe Crédit Coopératif n'est intervenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ont été publiés.

VI – Table de concordance

En application des articles 28 du Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 et 212-11 du règlement général de l'AMF, sont incorporés par référence :

- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011,
- les comptes sociaux 31 décembre 2011,
- les rapports des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2011,
- le rapport de gestion du Groupe Crédit Coopératif.

Ces informations se trouvent présentés aux pages 120 à 225 et 42 à 117 du Document de Référence 2011 du Crédit Coopératif enregistré par l'AMF le 6 avril 2012 sous le numéro D.12-0302 et disponible sur le site internet du Crédit Coopératif (<http://www.credit-cooperatif.coop/informations-financieres/information-reglementee/>).

La table de concordance suivante renvoie aux rubriques exigées par le Règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004 (Annexe XI) :

Rubriques de l'annexe XI du Règlement (CE) n°809/2004	N° de page de la présente Actualisation	N° de page du Document de Référence 2011
1. Personne responsable	42	231
2. Contrôleurs légaux des comptes	42	218
3. Facteurs de risques	5 à 9	31 à 37, 102 à 115, 166 à 169
4. Informations concernant l'émetteur		5 à 9, 77
4.1. Histoire et évolution de la Société		5
5. Aperçu des activités		42 à 55
5.1. Principales activités		42 à 47
5.2. Principaux marchés		42 à 46
6. Organigramme		7, 8, 13
6.1. Description sommaire du Groupe et place de l'émetteur	17 à 19	125 à 127
6.2. Liste des filiales importantes		8, 9, 78 à 81, 101
7. Information sur les tendances	9 à 10	116 à 117
8. Prévisions ou estimations du bénéfice	40	230
9. Organes d'administration, de Direction et de surveillance		10 à 12, 20 à 29
9.1. Informations concernant les membres des organes, d'administration et de surveillance		10 à 12, 20 à 29, 88 à 93
9.2. Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration, de Direction, et de Surveillance, et de la Direction Générale		22
10. Principaux actionnaires		163 à 166
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1. Informations financières historiques		5, 95 à 101
11.2. États financiers		120 à 217
11.3. Vérification des informations financières historiques annuelles		218 à 225
11.4. Date des dernières informations financières		229
11.5. Informations financières intermédiaires et autres	11 à 38	14 à 16
11.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	40	230
11.7. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	40	230
12. Contrats importants		230
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclaration d'intérêts		230
14. Documents accessibles au public	1, 41	2, 78

VI – Personne responsable de l'actualisation du document de référence et du contrôle des comptes

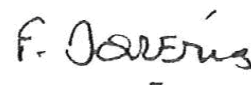
ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente Actualisation du Document de Référence 2011 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente Actualisation du Document de Référence 2011 ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation du document de référence 2010.

A Nanterre, le 16 octobre 2012



François DOREMUS
Directeur Général

CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG Audit - Fiduciaire de France, représenté par Monsieur Fabrice Odent - 1, cours Valmy - 92923 Paris La Défense Cedex, membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles, nommé pour la première fois par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2007, mandat expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2013 appelée à statuer sur les comptes de 2012 ; et

SOFIDEEC BAKER TILLY, représenté par Monsieur Cyrille Baud, 138 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris, nommé pour la première fois par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2007, mandat expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2013 appelée à statuer sur les comptes de 2012.